

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le **03 AVR. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CABM

39 bd de Verdun
CS 30567
34500 Béziers

Références : UD34/H2/2023/035
Code AIOT : 0018300699

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement CABM implanté Lieu-dit Jas de Vaches 34350 Vendres. L'inspection a été annoncée le 18/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CABM
- Lieu-dit Jas de Vaches 34350 Vendres
- Code AIOT : 0018300699
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La CABM exploite, sur la commune de Vendres, un pôle dédié à la gestion et au traitement des déchets. Cette installation comprend une déchèterie, une installation de stockage de déchets inertes, une plate-forme de traitement de bois et de déchets verts, un quai de transfert d'ordures ménagères et de déchets ménagers recyclables, et une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

La visite d'inspection concerne uniquement l'ISDND.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle du biogaz
- Contrôle des lixiviats
- Conditions d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...
- Il existe deux types de suites :
 - « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
 - « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Contrôles périodiques effluents gazeux	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 3.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 2.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts à la réglementation ICPE sont relevés sur des prescriptions relatives aux contrôles des effluents gazeux et aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12
Thème(s) : Autre, Dispositif de collecte des effluents gazeux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.</p> <p>Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article L. 512-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>

<p>Constats : L'exploitant déclare à l'inspection qu'aucun réseau de collecte du biogaz n'a été mis en place dans les casiers 9 et 10, néanmoins deux puits de dégazage ont été implantés dans le casier 9 pour l'analyse de la qualité du biogaz.</p> <p>L'exploitant indique sans le justifier que les déchets enfouis sur son site sont peu fermentescibles et ne nécessitent donc pas la mise en place d'un réseau de collecte du biogaz pour sa valorisation ou son élimination.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier l'absence de mise en place du dispositif de collecte et de gestion du biogaz requis.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôles périodiques effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le biogaz collecté au niveau des puits implantés dans les casiers de stockage fait l'objet du programme de contrôle établi pour les paramètres et fréquences suivants :</p> <p>Paramètres Fréquence CH4, CO2, O2, H2S, H2 et H2O trimestrielle</p>
<p>Constats : La CABM indique qu'elle fait procéder chaque année à 4 mesures annuelles (trimestrielles) de la qualité du biogaz sur les casiers n°9 et 10.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le tableau des mesures trimestrielles du biogaz des puits pour l'année 2022 : Il ressort que le paramètre H2O ne figure sur aucun des relevés de mesures trimestrielles et que les résultats d'analyses du 4ème contrôle réalisés au mois de décembre 2022 par la Société EODD n'ont pas été présentés à l'inspection.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats d'analyses de la qualité du biogaz réalisé au mois de décembre 2022 et d'intégrer en complément des analyses déjà effectuées à compter de l'année 2023, le paramètre manquant "H2O" conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral n°2014-I-787.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22
Thème(s) : Autre, Lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des</p>

installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

II. L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection le programme de contrôle demandé au I de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 mais indique que ce programme est en cours de validation et sera transmis à l'inspection une fois validé.

Néanmoins, l'exploitant réalise bien une analyse trimestrielle des lixiviats stockés sur le site par le laboratoire externe EUROFINS conformément à l'article 4.4.4 de son arrêté préfectoral d'exploitation n°2014-I-787.

L'exploitant présente à l'inspection les rapports d'analyses des lixiviats ci après :

- Référence de l'échantillon : SERIGNAN LIXIVIAT BASSIN 2 en date du 17/02/2022 suite à la réception du prélèvement le 01/02/2022
- Référence de l'échantillon : SERIGNAN LIXIVIAT BASSIN 2 en date du 27/10/2022 suite à la réception du prélèvement le 10/10/2022
- Référence de l'échantillon : SERIGNAN LIXIVIAT BASSIN 1 en date du 04/07/2022 suite à la réception du prélèvement le 15/06/2022.

L'exploitant présente à l'inspection un tableau de contrôle de la hauteur des lixiviats dans le "casier 10.3) établi sur la période entre le 02 janvier 2023 et le 25 janvier 2023 inclus. Ces relevés sont effectués tous les jours ouvrés et indiquent la hauteur, la météo ainsi que le personnel qui effectue le contrôle.

La CABM déclare à l'inspection que les hauteurs de lixiviats dans le bassin de collecte sont effectuées uniquement « visuellement ». Elle précise également qu'elle ne relève pas les volumes de lixiviats pompés.

L'exploitant indique à l'inspection qu'il ne tient pas la totalité des paramètres du registre prescrit par les dispositions du II de l'article 22 précité.

Il est demandé à l'exploitant de se conformer à l'article 22 de l'arrêté ministériel susvisés dans sa totalité.

Par ailleurs, il est demandé de clarifier auprès de l'Inspection la mention de la commune de « SERIGNAN et ISDND de SERIGNAN » figurant dans divers documents (rapports d'analyses des lixiviats ainsi que dans le rapport annuel d'activité de 2021 de l'ISDND de Vendres).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2014, article 2.1.3
Thème(s) : Autre, Enfouissement déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets (refus de tri) sont mis en balles avant d'être déposés en couches successives sur site. Ils sont recouverts régulièrement pour limiter les envols et prévenir les nuisances olfactives. La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation. Les déchets (refus d'affinage et de voiries) sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspecteur des installations classées. Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection que les déchets sont recouverts régulièrement avec de la terre végétale mise à disposition sur site à cet effet. La CABM n'a pas pu présenter à l'inspection un plan de l'exploitation de l'installation de stockage à jour. L'exploitant a fourni à l'inspection un plan topographique faisant apparaître principalement les puits de Biogaz mis en place ainsi que des côtes de terrain naturel (peu lisible). Ce document ne décrit pas la surface occupée par les déchets du site, leur volume, leur composition et ne comporte pas une évaluation du tassement des déchets ainsi que les capacités disponibles restantes. Il est demandé à l'exploitant de se conformer aux prescriptions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois